



LFPI FRONTIER AFRICA

Fonds commun de placement

OPCVM de droit français relevant de la Directive Européenne 2009/65/CE

DICI - PROSPECTUS

1^{ER} Janvier 2020

SOCIETE DE GESTION

AMILTON ASSET MANAGEMENT
49, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS

DEPOSITAIRE

CACEIS BANK
1-3, place Valhubert
75 013 Paris



Information clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non

LFPI FRONTIER AFRICA – Part I - Code Isin (I) : FR0011488972

Cet OPCVM est géré par AMILTON ASSET MANAGEMENT

Objectifs et Politique d'investissement

Le FCP est classé « Actions Internationales ».

L'objectif de la gestion du FCP est de rechercher une performance sans référence à un indice, dans une optique moyen/long terme au travers de la sélection de titres "stock picking". Le FCP privilégie les marchés frontières et les marchés émergents ; il est plus particulièrement exposé, à hauteur minimum de 60 %, en actions des pays de l'Afrique Sub-Saharienne ou exposées sur cette zone. Sa performance pourra être comparée à posteriori avec l'indice MSCI Emerging Market € Dividendes Réinvestis.

La notion de marchés frontières désigne un ensemble de pays émergents ayant un marché financier établi mais dont les économies et les marchés boursiers sont plus petits, moins accessibles et/ou à un stade de développement très précoce, même par rapport à des marchés émergents.

Le FCP investit principalement sur des actions et des valeurs mobilières similaires des places financières des pays d'Afrique Sub-Saharienne.

La stratégie d'investissement est fondée sur une approche Top/Down privilégiant l'analyse de l'environnement macro-économique mondial et son impact sur la région sub-saharienne. La répartition sectorielle découle également de cette approche Top/Down. Le choix des actions est déterminé par les études financières réalisées en interne ou externe. La gestion du FCP reste discrétionnaire dans son allocation pays, secteurs ou valeurs. Cependant, le FCP n'a pas vocation à être exposé à plus de 60 % sur un seul pays ou secteur. De même, le FCP sera principalement investi sur des titres dont la capitalisation boursière est supérieure à un équivalent de \$ 200 millions lors de l'achat. Le FCP peut investir en parts ou actions d'OPCVM, FIA ou fonds d'investissements étrangers monétaires jusqu'à hauteur de 10 % maximum de son actif net. Dans le cas où le gérant ne trouve pas d'opportunité sur le marché, le FCP pourra également détenir jusqu'à 40 % de son actif

en obligations et titres de créances négociables, dépôts à terme et instruments du marché monétaire. Ces instruments seront notés obligatoirement « Investment grade » par l'agence de notation Standard and Poors ou une notation équivalente par tout autre agence de notation lors de leur acquisition pour au moins la moitié de cette poche soit 20 % de l'actif, le solde de cette poche pourra être investi sur des titres de notation inférieure voire non notés par une agence de rating. Le FCP peut investir dans des titres de dette privée et publique de manière discrétionnaire.

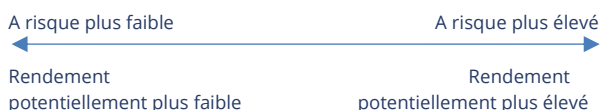
Le FCP pourra avoir recours à des instruments dérivés ou intégrant des dérivés à des fins de couverture et/ou d'exposition des risques taux, actions, indices et change sans rechercher de surexposition. Le FCP capitalise ses revenus pour les porteurs.

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées à J-1 avant 11 heures (J étant le jour de valorisation) par le dépositaire : CACEIS Bank. Ces demandes sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative, établie hebdomadairement le vendredi et le dernier jour ouvré du mois, soit sur la base d'un cours inconnu. Des commissions de rachat s'appliqueront dans les conditions suivantes :

- néant pour les demandes individuelles inférieures ou égales à 10 parts.
- pour les demandes supérieures à ce seuil :
 - Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours
 - Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date.

Recommandation : La durée de placement recommandée du FCP est de 5 ans. Il pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement



Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du FCP. La catégorie de risque associée au FCP n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps à la hausse comme à la baisse. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risques ». Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Autres facteurs de risques importants, non pris en compte de manière adéquate par l'indicateur :

Risque de liquidité : le FCP intervient sur des marchés émergents d'Afrique Sub-Saharienne dont la liquidité et la taille sont significativement inférieures à ceux prévalant sur les bourses des économies développées ou des grands marchés émergents. Cela peut impacter les conditions de prix auxquelles le FCP peut être amené à liquider, initier ou modifier des positions. La valeur liquidative du FCP peut donc baisser.

Cet indicateur du profil de risque et de rendement du FCP reflète son positionnement sur des actions des marchés de l'Afrique Sub-Saharienne.



Frais

Les frais et les commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du FCP y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement

Frais d'entrée :	3 % (1)
Frais de sortie :	5 % acquis au FCP (2)

- 1) Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi. Dans certains cas, l'investisseur peut payer moins. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée.
- 2) La commission de rachat s'appliquera dans les conditions suivantes : néant pour les demandes individuelles inférieures ou égales à 10 parts. Pour les demandes supérieures à ce seuil :
 - Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours
 - Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date.

Frais prélevés par le FCP sur une année

Frais courant : 2.89 % basé sur le coût du dernier exercice clos au 31/12/2018

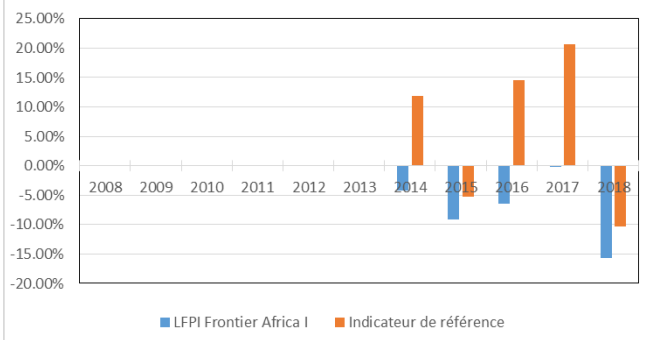
Le chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation, excepté dans le cas de frais d'entrée et de sortie payé par le FCP lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

Commission de surperformance : 20% de la surperformance excédant celle du MSCI Emerging Markets € Dividendes Nets réinvestis, 0% facturé au titre de l'exercice clos au 31/12/2018.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer aux pages 12 à 14 à la section frais du prospectus de ce FCP.

Performances

Performances annuelles



Les performances ne sont pas constantes dans le temps et ne préjugent pas des performances futures.

Les performances annualisées présentées dans le diagramme sont calculées après déductions de tous les frais prélevés par le FCP.

Date de création du FCP : 8 novembre 2013
Date de création de la part : 8 novembre 2013

La devise de référence est l'Euro (EUR).

Indicateur de référence : le FCP pourra être comparé à posteriori au MSCI Emerging Markets € dividendes nets réinvestis

Informations pratiques

Dépositaire: CACEIS BANK – 1-3 Place Valhubert 75013 Paris

Lieu et modalité d'obtention d'information sur le FCP : (prospectus/rapport annuel/document semestriel) : Sur simple demande écrite auprès d'Amilton Asset Management - 49 avenue Franklin Roosevelt – 75008 Paris ou contact-am@amilton.fr. Ces documents sont également disponibles sur le site internet de la société : www.amilton.com.

Lieu et modalités d'obtention d'autres informations pratiques notamment la valeur liquidative : La valeur liquidative est disponible 24h/24h sur le site internet de la société : www.amilton.com.

Fiscalité : Les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts du FCP peuvent être soumis à taxation en fonction de votre régime fiscal. Il est conseillé de se renseigner auprès d'un professionnel en cas de doute. Les détails actualisés de la politique de rémunération de la société de gestion sont disponibles sur son site internet ou gratuitement sur simple demande écrite auprès de celle-ci.

La responsabilité d'Amilton Asset Management ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du FCP.

Ce FCP est agréé par la France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers.

Amilton Asset Management est agréée en France sous le numéro GP 95012 et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au **1^{er} janvier 2020**



Information clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non

LFPI FRONTIER AFRICA – Part P - Code Isin (P) : FR0011488980

Cet OPCVM est géré par **AMILTON ASSET MANAGEMENT**

Objectifs et Politique d'investissement

Le FCP est classé « Actions Internationales ».

L'objectif de la gestion du FCP est de rechercher une performance sans référence à un indice, dans une optique moyen/long terme au travers de la sélection de titres "stock picking". Le FCP privilégie les marchés frontières et les marchés émergents ; il est plus particulièrement exposé, à hauteur minimum de 60 %, en actions des pays de l'Afrique Sub-Saharienne ou exposées sur cette zone. Sa performance pourra être comparée à posteriori avec l'indice MSCI Emerging Market € Dividendes Réinvestis.

La notion de marchés frontières désigne un ensemble de pays émergents ayant un marché financier établi mais dont les économies et les marchés boursiers sont plus petits, moins accessibles et/ou à un stade de développement très précoce, même par rapport à des marchés émergents.

Le FCP investit principalement sur des actions et des valeurs mobilières similaires des places financières des pays d'Afrique Sub-Saharienne.

La stratégie d'investissement est fondée sur une approche Top/Down privilégiant l'analyse de l'environnement macro-économique mondial et son impact sur la région sub-saharienne. La répartition sectorielle découle également de cette approche Top/Down. Le choix des actions est déterminé par les études financières réalisées en interne ou externe. La gestion du FCP reste discrétionnaire dans son allocation pays, secteurs ou valeurs. Cependant, le FCP n'a pas vocation à être exposé à plus de 60 % sur un seul pays ou secteur. De même, le FCP sera principalement investi sur des titres dont la capitalisation boursière est supérieure à un équivalent de \$ 200 millions lors de l'achat. Le FCP peut investir en parts ou actions d'OPCVM, FIA ou fonds d'investissements étrangers monétaires jusqu'à hauteur de 10 % maximum de son actif net. Dans le cas où le gérant ne trouve pas d'opportunité sur le marché, le FCP pourra également détenir jusqu'à 40 % de son actif

en obligations et titres de créances négociables, dépôts à terme et instruments du marché monétaire. Ces instruments seront notés obligatoirement « Investment grade » par l'agence de notation Standard and Poors ou une notation équivalente par tout autre agence de notation lors de leur acquisition pour au moins la moitié de cette poche soit 20 % de l'actif, le solde de cette poche pourra être investie sur des titres de notation inférieure voire non notés par une agence de rating. Le FCP peut investir dans des titres de dette privée et publique de manière discrétionnaire.

Le FCP pourra avoir recours à des instruments dérivés ou intégrant des dérivés à des fins de couverture et/ou d'exposition des risques taux, actions, indices et change sans rechercher de surexposition. Le FCP capitalise ses revenus pour les porteurs.

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées à J-1 avant 11 heures (J étant le jour de valorisation) par le dépositaire : CACEIS Bank. Ces demandes sont exécutées sur la base de la prochaine valeur liquidative, établie hebdomadairement le vendredi et le dernier jour ouvré du mois, soit sur la base d'un cours inconnu. Des commissions de rachat s'appliqueront dans les conditions suivantes :

- néant pour les demandes individuelles inférieures ou égales à 30 parts.
- pour les demandes supérieures à ce seuil :
 - Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours
 - Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date.

Recommandation : La durée de placement recommandée du FCP est de 5 ans. Il pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Profil de risque et de rendement



Les données historiques utilisées pour le calcul de cet indicateur synthétique pourraient ne pas constituer une indication fiable du profil de risque futur du FCP. La catégorie de risque associée au FCP n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps à la hausse comme à la baisse. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risques ». Le capital initialement investi ne bénéficie d'aucune garantie.

Autres facteurs de risques importants, non pris en compte de manière adéquate par l'indicateur :

Risque de liquidité : le FCP intervient sur des marchés émergents d'Afrique Sub-Saharienne dont la liquidité et la taille sont significativement inférieures à ceux prévalant sur les bourses des économies développées ou des grands marchés émergents. Cela peut impacter les conditions de prix auxquelles le FCP peut être amené à liquider, initier ou modifier des positions. La valeur liquidative du FCP peut donc baisser.

Cet indicateur du profil de risque et de rendement du FCP reflète son positionnement sur des actions des marchés de l'Afrique Sub-Saharienne.



Frais

Les frais et les commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du FCP y compris les coûts de commercialisation et de distribution des parts, ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement

Frais d'entrée :	3 % (1)
Frais de sortie :	5 % acquis au FCP (2)

- 1) Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi. Dans certains cas, l'investisseur peut payer moins. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée.
- 2) La commission de rachat s'appliquera dans les conditions suivantes : néant pour les demandes individuelles inférieures ou égales à 30 parts. Pour les demandes supérieures à ce seuil :
 - Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours
 - Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date.

Frais prélevés par le FCP sur une année

Frais courant : 2.89 % basé sur le coût du dernier exercice clos au 31/12/2018

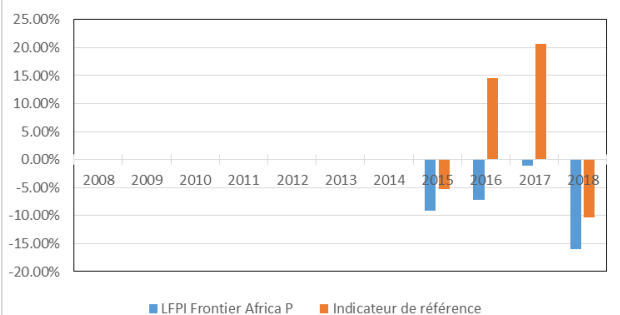
Le chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Il ne comprend pas les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation, excepté dans le cas de frais d'entrée et de sortie payé par le FCP lorsqu'il achète ou vend des parts d'un autre véhicule de gestion collective.

Commission de surperformance : 20% de la surperformance excédant celle du MSCI Emerging Markets € Dividendes Nets réinvestis, 0% facturé au titre de l'exercice clos au 31/12/2018.

Pour plus d'information sur les frais, veuillez-vous référer aux pages 12 à 14 à la section frais du prospectus de ce FCP.

Performances

Performances annuelles



Les performances ne sont pas constantes dans le temps et ne préjugent pas des performances futures.

Les performances annualisées présentées dans le diagramme sont calculées après déductions de tous les frais prélevés par le FCP.

Date de création du FCP : 8 novembre 2013

Date de création de la part : 27/06/2014

La devise de référence est l'Euro (EUR).

Indicateur de référence : le FCP pourra être comparé à posteriori au MSCI Emerging Markets € dividendes nets réinvestis

Informations pratiques

Dépositaire: CACEIS BANK – 1-3 Place Valhubert 75013 Paris

Lieu et modalité d'obtention d'information sur le FCP : (prospectus/rapport annuel/document semestriel) : Sur simple demande écrite auprès d'Amilton Asset Management - 49 avenue Franklin Roosevelt – 75008 Paris ou contact-am@amilton.fr. Ces documents sont également disponibles sur le site internet de la société : www.amilton.com.

Lieu et modalités d'obtention d'autres informations pratiques notamment la valeur liquidative : La valeur liquidative est disponible 24h/24h sur le site internet de la société : www.amilton.com.

Fiscalité : Les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de parts du FCP peuvent être soumis à taxation en fonction de votre régime fiscal. Il est conseillé de se renseigner auprès d'un professionnel en cas de doute.

Les détails actualisés de la politique de rémunération de la société de gestion sont disponibles sur son site internet ou gratuitement sur simple demande écrite auprès de celle-ci.

La responsabilité d'Amilton Asset Management ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du FCP.

Ce FCP est agréé par la France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers.

Amilton Asset Management est agréée en France sous le numéro GP 95012 et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au **1^{er} janvier 2020**

PROSPECTUS

I. CARACTERISTIQUES GENERALES

1. Forme de l'OPCVM

Dénomination : **LFPI Frontier Africa**

Forme juridique et état membre dans lequel l'OPCVM a été constitué : Fonds commun de Placement de droit français, constitué en France (ci-après le FCP)

Date d'agrément : Ce Fonds a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers le 24 mai 2013

Date de création et durée d'existence prévue : ce FCP a été créé le 8 novembre 2013 pour une durée de 99 ans.

2. Synthèse de l'offre de gestion

Parts	Code Isin	Souscripteurs concernés	Devise de libellé	Valeur liquidative d'origine	Affectation des sommes distribuables	Montant minimum de souscription initial	Montant minimum de souscription ultérieure
I	FR0011488972	Tous souscripteurs, et plus particulièrement les personnes morales et les institutionnels capables d'assumer une diversification de leur portefeuille sur des marchés émergents et frontières émergents.	Euro	100 000 €	Capitalisation	1 part (ou 100 000 €)	0.001 part
P	FR0011488980	Tous souscripteurs et plus particulièrement les personnes physiques capables d'assumer une diversification de leur portefeuille sur des marchés émergents et frontières émergents.	Euro	10 000 €	Capitalisation	1 part (ou 10 000€)	0.001 part

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

AMILTON ASSET MANAGEMENT
 49 avenue Franklin Delano Roosevelt - 75008 PARIS
contact-am@amilton.fr

Ces documents sont également disponibles sur le site : www.amilton.com

LFPI FRONTIER AFRICA

II. ACTEURS

Société de gestion

AMILTON ASSET MANAGEMENT, S.A, Société de gestion de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP-95012)- 49 avenue Franklin Delano Roosevelt - 75008 Paris 49 avenue Franklin Delano Roosevelt - 75008 Paris.

Dépositaire, conservateur, et établissement en charge de la tenue du passif par délégation de la Société de gestion

CACEIS BANK Agréée par l'ACPR sous le numéro 18129 (ci-après « CACEIS » ou le « dépositaire », 1-3 place Valhubert - 75013 Paris

Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la Règlementation applicable, de la garde des actifs (conservation et tenue de registre des actifs), de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPC.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires de CACEIS et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site Internet suivant : www.caceis.com

Par délégation de la Société de gestion, le dépositaire est en charge de la tenue du passif, à savoir la centralisation des ordres de souscription et rachat de part et la tenue du compte émission.

Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande auprès de CACEIS, sur son site Internet ou sur simple demande à l'adresse suivante : CACEIS BANK, 1-3 place Valhubert - 75013 Paris.

Commissaire aux comptes

Jean-François SIBIRIL,
64 Boulevard de Reuilly - 75012 PARIS

Commercialisateurs

AMILTON ASSET MANAGEMENT, S.A, Société de gestion de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP-95012) - 49 avenue Franklin Delano Roosevelt - 75008 Paris.

La société pourra désigner des intermédiaires pour l'assister dans la commercialisation de ce FCP.

La liste des commercialisateurs n'est pas exhaustive dans la mesure où, notamment, l'OPCVM étant admis à la circulation en Euroclear Franc, ses parts peuvent être souscrites ou rachetées auprès d'intermédiaires financiers qui ne sont pas connus de la société de gestion.

Gestionnaire comptable par délégation de la Société de gestion

CACEIS FUND ADMINISTRATION, (ci-après "CACEIS FA" ou le "gestionnaire comptable")- 1-3 place Valhubert - 75013 Paris

CACEIS FA est une entité du groupe Crédit Agricole, spécialisée sur les fonctions de gestion administrative et comptable des OPC, pour une clientèle interne et externe au groupe.

CACEIS FA a été désigné par la Société de gestion en qualité de gestionnaire comptable par délégation pour la valorisation et l'administration comptable de l'OPCVM.

Afin d'identifier, prévenir, gérer et suivre les conflits d'intérêts susceptibles de découler de ces délégations, la Société de gestion a mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts accessible sur le site Internet de la Société (www.amilton.com).

III. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

1. Caractéristiques générales

Caractéristiques des parts

Code ISIN : Part I : FR0011488972
Part P : FR0011488980

Nature du droit attaché à la catégorie de parts :

Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds commun de placement proportionnel au nombre de parts détenues.

Inscription à un registre :

La tenue du passif du Fonds et donc des droits individuels de chaque porteur est assurée par le dépositaire, à savoir CACEIS BANK. L'administration des parts est effectuée par EUROCLEAR France auprès de qui les opérations sur les parts sont admises.

Droits de vote :

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts d'un FCP, les décisions étant prises par la société de gestion. La politique de vote de la société de gestion peut être consultée au siège de la société et sur le site www.amilton.com.

Forme des parts : au porteur.

Décimalisation : souscriptions et rachats peuvent être réalisés en millièmes de part

Date de clôture de l'exercice : Dernier jour de Bourse de Paris du mois de décembre.

Indications sur le régime fiscal

Le FCP n'est pas assujéti à l'IS et un régime de transparence fiscale s'applique pour le porteur. Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par le FCP ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le FCP dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement du FCP. Nous vous conseillons de vous rapprocher de votre conseiller fiscal pour évaluer les conséquences fiscales de tout investissement dans ce FCP.

2. Dispositions particulières

Classification : Actions Internationales

Objectif de gestion

L'objectif de gestion du FCP est de rechercher une performance sans référence à un indice, dans une optique moyen/long terme au travers de la sélection de titres "stock picking". Le FCP privilégie les marchés frontières et les marchés émergents ; il est plus particulièrement exposé, à hauteur minimum de 60 % en actions des pays de l'Afrique Sub-Saharienne ou exposées sur cette zone.

La notion de marchés frontières désigne un ensemble de pays émergents ayant un marché financier établi mais dont les économies et les marchés boursiers sont plus petits, moins accessibles et/ou à un stade de développement très précoce, même par rapport à des marchés émergents.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence auquel le porteur pourra comparer la performance de son investissement est l'indice MSCI Emerging Markets (euro) Dividendes Nets réinvestis.

Le FCP ne vise pas à répliquer un indice. Cependant, la performance du FCP pourra être comparée à posteriori avec celle de l'indice MSCI Emerging Markets Euro Dividendes Nets réinvestis. Elle pourra s'écarter de cet indice tant à la hausse qu'à la baisse.

L'indice MSCI Emerging Markets (euro), dividende nets réinvestis, est un indice actions représentatif des marchés émergents dans le monde. Il est calculé quotidiennement par MSCI. L'indice est converti en euro (mais non couvert contre le risque de change).

L'administrateur MSCI Limited de l'indice de référence MSCI Emerging Markets est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur l'indice de référence sont accessibles via le site internet de l'administrateur : www.msci.com.

Conformément au règlement (UE) 2016/1011 (appelé également "BMR") du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016, Amilton AM dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en oeuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de ces indices.

Stratégie d'investissement

Stratégie mise en œuvre :

Le FCP investit principalement sur des actions et des valeurs mobilières similaires des places financières des pays d'Afrique Sub-Saharienne.

Les placements en titres adossés à des actions du type GBR (Global Depository Receipt) ou ADR (American Depository receipt) sont autorisés.

La stratégie d'investissement est fondée sur une approche Top/Down privilégiant l'analyse de l'environnement macro-économique mondial et son impact sur la région sub-saharienne ainsi que sur les perspectives d'évolution spécifiques de chacun des pays de cette zone : croissance économique, évolution démographique, inflation, déficits...

La répartition sectorielle découle également de cette approche Top/Down.

Le choix des actions est déterminé par les études financières réalisées en interne ou externe, le contact avec les sociétés et les nouvelles au quotidien.

Les critères retenus sont selon les cas, la valeur d'actif, le rendement, la croissance, la qualité des dirigeants, la transparence des informations...

La gestion du FCP reste discrétionnaire dans son allocation pays, secteurs ou valeurs. Cependant, le FCP n'a pas vocation à être exposé à plus de 60 % sur un seul pays ou secteur.

De même, le FCP sera principalement investi sur des titres dont la capitalisation boursière est supérieure à un équivalent de \$ 200 millions lors de l'achat. Pour les titres de capitalisation inférieure à 200 millions \$, le pourcentage de détention maximum par titre sera de 4 % du fonds.

Le fonds ne détiendra pas plus de 5 % du capital d'une société.

Le FCP pourra être investi jusqu'à 30% de son actif dans des sociétés sud-africaines disposant d'une exposition significative sur la zone sub-saharienne. Le FCP pourra être également investi dans des sociétés occidentales si celles-ci font état d'une exposition minimale à cette même zone de 75% de leurs actifs.

LFPI FRONTIER AFRICA

L'exposition au risque de change pourra atteindre 100 % de l'actif net.

Le fonds pourra investir jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'autres OPCVM et FIA européens dont français et fonds d'investissement de droit étranger. Ces OPCVM ou FIA appartiendront à la catégorie "monétaire", dans le respect des contraintes du FCP.

Les parts ou actions de ces FIA européens ou fonds d'investissement de droit étranger doivent répondre aux quatre critères de l'article R214-13 du Code monétaire et financier ; à savoir (i) surveillance équivalente à celle applicable aux OPCVM et coopération entre l'AMF et l'autorité de surveillance du FIA (ii) niveau de protection des porteurs équivalent à celui des OPCVM, (iii) leur activité doit faire l'objet de rapports semestriels et annuels détaillés et (iv) ne peuvent détenir eux-mêmes plus de 10% de leur actif dans des parts ou actions d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement étrangers

Ces OPCVM, FIA et fonds d'investissement de droit étranger peuvent être gérés par la société de gestion ou une entreprise qui lui est liée. Les stratégies de ces OPCVM, FIA et fonds d'investissement de droit étranger sont compatibles avec celles du FIA. L'investissement dans chacun de ces actifs est compatible avec la stratégie de gestion du fonds.

Dans le cas où le gérant ne trouve pas d'opportunité sur le marché, le FCP pourra également détenir jusqu'à 40 % de son actif en obligations et titres de créances négociables, dépôts à terme et instruments du marché monétaire. Ces instruments seront notés obligatoirement « Investment grade » par une agence de notation ou une notation jugée équivalente par la société de gestion pour au moins la moitié de cette poche soit 20 % de l'actif, le solde de cette poche, soit maximum 20 % de l'actif, pourra être investi sur des titres de notation inférieure voire non notés par une agence de rating.

Le FCP peut investir dans des titres de dette privée et publique de manière discrétionnaire en euros ou en devises.

A. Actifs investis

o *Actions :*

Le FCP est investi entre 60 % et 100 % en actions, en privilégiant les actions des pays d'Afrique Sub-Saharienne.

Le FCP peut également investir en titres adossés à des actions du type GDR (Global Depository Receipt) ou ADR (American Depository Receipt).

o *Actions ou parts d'OPCVM, FIA ou fonds d'investissement de droit étranger :*

Le fonds pourra investir jusqu'à 10% de son actif en parts ou actions d'autres OPCVM et FIA européens dont français et fonds d'investissement de droit étranger. Ces OPCVM ou FIA appartiendront à la catégorie "monétaire", dans le respect des contraintes du FCP.

Les parts ou actions de ces FIA européens ou fonds d'investissement de droit étranger doivent répondre aux quatre critères de l'article R214-13 du Code monétaire et financier ; à savoir (i) surveillance équivalente à celle applicable aux OPCVM et coopération entre l'AMF et l'autorité de surveillance du FIA (ii) niveau de protection des porteurs équivalent à celui des OPCVM, (iii) leur activité doit faire l'objet de rapports semestriels et annuels détaillés et (iv) ne peuvent détenir eux-mêmes plus de 10% de leur actif dans des parts ou actions d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement étrangers

Ces OPCVM, FIA et fonds d'investissement de droit étranger peuvent être gérés par la société de gestion ou une entreprise qui lui est liée. Les stratégies de ces OPCVM, FIA et fonds d'investissement de droit étranger sont compatibles avec celles du FIA. L'investissement dans chacun de ces actifs est compatible avec la stratégie de gestion du fonds.

o *Titres de créances et instruments du marché monétaire :*

Le FCP pourra investir entre 0 et 40 % de son actif en titres de créances négociables, dépôts à terme et instruments du marché monétaire. Ces instruments seront notés obligatoirement « Investment grade » par une agence de notation ou une notation jugée équivalente par la société de gestion pour au moins la moitié

LFPI FRONTIER AFRICA

de cette poche soit 20 % de l'actif, le solde de cette poche, soit maximum 20 % de l'actif, pourra être investi sur des titres de notation inférieure voire non notés par une agence de rating.

Le FCP peut investir dans des titres de dette privée et publique de manière discrétionnaire en euros ou en devises.

B. Instruments dérivés

L'équipe de gestion utilise des instruments dérivés en intervenant sur des marchés réglementés et/ou organisé français et/ou étrangers ainsi que sur des marchés de gré à gré dans la limite de 100 % de l'actif net. Ces interventions sont réalisées dans un but d'exposition ou de couverture. Il peut s'agir de contrat à terme ferme ou conditionnel et/ou de swap. Les sous-jacents sont des taux, des indices actions, des actions ou des devises.

Le fonds n'utilisera pas les instruments dérivés dans un but de surexposition.

Le fonds n'aura pas recours à un contrat d'échange sur le rendement global (total return swap).

o *Nature des marchés d'intervention :*

- réglementés : oui
- organisés : oui
- de gré à gré : oui

o *Risques sur lesquels le gérant désire intervenir :*

- taux : oui
- change : oui
- crédit : non
- action : oui

o *Nature des interventions :*

- couverture : oui
- exposition : oui
- arbitrage : non

o *Nature des instruments utilisés :*

- futures et options :

Intervention sur les futures et options de taux : oui

Intervention sur les futures et options sur indices actions : oui

Intervention sur les futures et options de change : oui

- swaps : oui
- change à terme : oui
- dérivés de crédit : non

o *Stratégie d'utilisation des dérivés pour atteindre l'objectif de gestion :*

Ces interventions sont réalisées dans un but d'exposition ou de couverture. Il peut s'agir de contrat à terme ferme ou conditionnel et/ou de swap. Les sous-jacents sont des taux, des indices, des actions ou des devises.

o *Instruments intégrant des dérivés :*

Le FCP peut prendre des positions sur des bons de souscription et des warrants sur actions.

C. Dépôts, liquidités et emprunts d'espèces

Afin de contribuer à la réalisation de l'objectif de gestion, le FCP pourra avoir recours à des dépôts et à des emprunts, notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie du FCP et tirer parti d'opportunités de marché. Ce type d'instruments sera utilisé de la façon suivante :

- Dépôts : le FCP se réserve la possibilité d'utiliser les dépôts dans la limite de 20% de son actif auprès d'un même établissement de crédit.
- Emprunts d'espèces : le FCP pourra, de façon temporaire, réaliser des opérations d'emprunt d'espèces dans la limite de 10% de son actif. L'objectif sera soit de profiter d'opportunités sur le marché soit de gérer un décalage lors d'un rachat ou entre un flux d'achat et un flux de vente.

D. Opérations et acquisitions et cessions temporaires de titres

Néant

➤ Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas du marché.

Les facteurs de risque exposés ci-après ne sont pas limitatifs. Il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à tel investissement et de se forger par lui-même sa propre opinion en s'entourant si nécessaire, des tous les conseillers spécialisés dans ces domaines afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation personnelle.

Risque lié aux pays émergents et frontières émergents :

La valeur liquidative peut connaître une variation élevée en raison d'un investissement au minimum de 60 % en actions sur les marchés des pays émergents et frontières émergents et notamment sur les pays d'Afrique Sub-Saharienne, sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées et dont les conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales.

Risque de perte en capital :

La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à celui payé à la souscription. L'investisseur est averti que le capital n'est pas garanti, il peut ne pas être entièrement restitué.

Risque actions :

Le FCP est investi à 60 % minimum en action, la valeur du FCP peut baisser en cas de baisse du marché des actions.

Risque de change :

Le FCP achète des titres dans des devises autres que l'Euro, l'Euro étant la devise de valorisation de la valeur liquidative. Les variations de change peuvent entraîner des baisses de la valeur liquidative du FCP.

Risque de liquidité :

Le FCP intervient sur des marchés émergents d'Afrique Sub-Saharienne dont la liquidité et la taille sont significativement inférieures à ceux prévalant sur les bourses des économies développées ou des grands marchés émergents. Cela peut impacter les conditions de prix auxquelles le FCP peut être amené à liquider, initier ou modifier des positions. La valeur liquidative du FCP peut donc baisser.

LFPI FRONTIER AFRICA

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

La gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés financiers. La performance du FCP dépendra des sociétés sélectionnées par la société de gestion. Il existe un risque que la société de gestion ne retienne pas les sociétés les plus performantes.

Risque lié à l'utilisation des instruments dérivés :

L'utilisation des instruments dérivés peut entraîner sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative à la baisse.

Perturbation du marché et risques géopolitiques :

Le FCP est exposé au risque que des événements géopolitiques perturbent les marchés des titres et conduisent à la détérioration des économies et marchés de la zone d'investissement.

Risque de contrepartie:

Le FCP peut utiliser des instruments financiers à terme et de gré à gré. De ce fait, le FCP peut subir une perte en cas de défaillance d'une contrepartie avec laquelle ont été réalisées certaines opérations.

Risque de taux :

Il s'agit du risque de dépréciation des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêt. En cas de hausse des taux d'intérêt, le prix des obligations à taux fixe peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative de votre FCP.

Risque de crédit :

En cas de défaillance ou de dégradation de la qualité des émetteurs privés ou publics, par exemple de la baisse de leur notation par les agences de notation financière, la valeur des obligations dans lesquelles est investi le FCP baissera entraînant une baisse de la valeur liquidative. Par ailleurs, le FCP peut être investi dans des titres dont la notation est basse ou inexistante, ce qui peut accroître le risque de crédit.

Garantie ou protection

Néant

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Parts I : Tous souscripteurs, et plus particulièrement les personnes morales et les institutionnels capables d'assumer une diversification de leur portefeuille sur des marchés émergents et frontières émergents.

Parts P : Tous souscripteurs et plus particulièrement les personnes physiques capables d'assumer une diversification de leur portefeuille sur des marchés émergents et frontières émergents.

Il est rappelé au souscripteur les risques inhérents à la détention de ce FCP et en particulier la possibilité qu'il ne retrouve pas son capital initial au terme de la période de placement conseillée d'au moins 5 ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce FCP est fonction de la situation particulière de chaque souscripteur, notamment : la composition de son propre patrimoine, ses besoins de financement à court comme à long terme, le degré de risque qu'il souhaite prendre. Il est recommandé également de diversifier suffisamment ses investissements afin qu'ils ne soient pas exposés aux risques d'un seul OPCVM ou d'un seul marché.

Durée de placement recommandée

Du fait de l'exposition du FCP sur le marché des actions, la durée recommandée de placement est supérieure à 5 ans.

Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables par l'OPCVM sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus. Le résultat net du Fonds est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution et d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes distribuables du Fonds sont intégralement capitalisées chaque année à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi :

Parts	Sommes distribuables	Comptabilisation des coupons encaissés
Part I	Capitalisation	Oui
Part P	Capitalisation	Oui

Caractéristiques des parts :

Parts	Code ISIN	Devise de libellé	Décimalisation	Montant minimal de souscription initiale	Montant minimal de souscription ultérieure	Rachat
Part I	FR0011488972	EUR	un millième de part	1 part	un millième de part	un millième de part
Part P	FR0011488980	EUR	un millième de part	1 part	un millième de part	un millième de part

La Société de gestion garantit un traitement équitable à l'ensemble des porteurs d'une même catégorie de parts de l'OPC. L'accès aux informations sur l'OPC sont similaires pour l'ensemble des porteurs d'une même catégorie de parts de l'OPC.

Modalités de souscription et de rachat

J-1 jour ouvré	J-1 jour ouvré	J : Jour d'établissement de la VL	J+1 jour ouvré	J+5 jours ouvrés	J+5 jours ouvrés
Centralisation avant 11h des ordres de souscription ¹	Centralisation avant 11h des ordres de rachat ¹	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions	Règlement des rachats

¹ Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

LFPI FRONTIER AFRICA

Le délai entre la date de centralisation de l'ordre de souscription ou de rachat et la date de règlement de cet ordre par le dépositaire au porteur est de 6 jours ouvrés.

1. La valeur liquidative est établie chaque vendredi (date d'établissement de la valeur liquidative)
2. La valeur liquidative est calculée et publiée au plus tard 1 jour ouvré après la date d'établissement de la valeur liquidative
3. Le dépositaire règle les parts au plus tard 5 jours ouvrés après la date de calcul et de publication de la valeur liquidative

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées, à J-1 ouvré avant 11 heures, soit un jour ouvré avant la date d'établissement de la valeur liquidative (J étant le jour de valorisation). Si ce jour n'est pas un jour ouvré, ils doivent être transmis au plus tard avant 11 heures le jour ouvré et non férié précédent.

A titre d'exemple un porteur souhaitant faire racheter ses parts sur la valeur liquidative du vendredi 13 décembre, doit faire parvenir son ordre de rachat au plus tard le jeudi 12 décembre avant 11 heures. La valeur liquidative du 13 décembre sera calculée et publiée le lundi 16 décembre, et le dépositaire règlera l'ordre de rachat au plus tard le vendredi 20 décembre.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait qu'un ordre de rachat passé par un porteur le jeudi 12 décembre après 11 heures (c'est-à-dire après la date limite de centralisation) ne serait pas exécuté sur la valeur liquidative établie le 13 décembre, mais sur celle établie le vendredi suivant, soit le 20 décembre. Cet exemple ne tient pas compte des décalages pouvant intervenir si les jours mentionnés ne sont pas ouvrés.

Traitement des demandes de rachat pour les porteurs ayant opté pour un règlement avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours :

J-30 jours calendaires	J-1 jour ouvré	J : Jour d'établissement de la VL	J+1 jour ouvré	J+5 jours ouvrés
Demande de rachat avec respect du préavis de 30 jours calendaires	Exécution de l'ordre de rachat sur la première centralisation suivant le délai de 30 jours calendaires	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Règlement des rachats

Lors du passage d'un ordre de rachat, le porteur de parts (Part I rachat supérieur à 10 parts et Part R rachat supérieur à 30 parts) devra préciser s'il souhaite ou non respecter le préavis incitatif de rachat. Dans le cas où il souhaite le respecter, la date d'opération (qui est le jour de centralisation des ordres) est reportée de 30 jours calendaires et la valeur liquidative applicable au rachat sera celle qui suit la nouvelle date d'opération. Si la nouvelle date d'opération est un jour férié, alors cette date est reportée au jour ouvré qui suit.

A titre d'exemple un porteur de Part souhaitant faire racheter ses parts en respectant le préavis de rachat de 30 jours calendaires, sur la valeur liquidative du vendredi 13 décembre, doit faire parvenir son ordre de rachat au plus tard le mardi 12 novembre. La valeur liquidative du 13 décembre sera calculée et publiée le lundi 16 décembre, et le dépositaire règlera l'ordre de rachat au plus tard le vendredi 20 décembre.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait qu'un ordre de rachat passé par un porteur de parts souhaitant respecter le délai de préavis de 30 jours calendaires, après le mardi 12 novembre ne serait pas exécuté sur la valeur liquidative établie le 13 décembre, mais sur celle établie le vendredi suivant, soit le 20 décembre. Cet exemple ne tient pas compte des décalages pouvant intervenir si les jours mentionnés ne sont pas ouvrés.

LFPI FRONTIER AFRICA

Etablissements en charge de la réception des ordres de souscription et de rachat :

CACEIS BANK - 1-3, place Valhubert 75013 PARIS

L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique aux-dits commercialisateurs vis-à-vis de **CACEIS BANK**. En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnées ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS BANK.

En application de l'article L214-8-7 du code Monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Date et périodicité de la valeur liquidative :

Hebdomadaire : La valeur liquidative est établie chaque vendredi ou le jour ouvré suivant en cas de jour férié, à l'exception des jours fériés légaux en France ou un jour de fermeture des marchés (calendrier officiel Euronext). Dans le cas où le vendredi serait un jour férié ou un jour de fermeture de la bourse de Paris, la valeur liquidative serait calculée le jour ouvré suivant, bourse de Paris ouverte.

A titre indicatif, une valeur liquidative sera établie le dernier jour ouvré du mois (jours de cotation de la bourse de Paris). Cette valeur liquidative indicative ne pourra faire l'objet de souscription/rachat.

La valeur liquidative est disponible sur le site de la société de gestion : www.amilton.com

3. Informations sur les frais, commissions et la fiscalité

Frais et commission

Les commissions de souscription et de rachat :

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises au FCP servent à compenser les frais supportés par le FCP pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises au FCP reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM (1)	valeur liquidative × nombre de parts	Part I : 3 % Part P : 3%
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative × nombre de parts	Part I : 5% (2) Part P : 5% (3)

LFPI FRONTIER AFRICA

- 1) La société de gestion se réserve le droit de ne pas appliquer tout ou partie de la commission de souscription.
- 2) Préavis incitatif de rachat pour les parts I :
La commission de rachat s'appliquera dans les conditions suivantes :
 - Néant pour les demandes individuelles de rachat inférieures ou égales à 10 parts.
 - Pour les demandes individuelles supérieures à ce seuil :
 - o Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours.
 - o Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date
- 3) Préavis incitatif de rachat pour les parts P :
La commission de rachat s'appliquera dans les conditions suivantes :
 - Néant pour les demandes individuelles de rachat inférieures ou égales à 30 parts.
 - Pour les demandes individuelles supérieures à ce seuil :
 - o Une commission de rachat de 5 % acquis à l'OPCVM pour toute demande de rachat présentée avec un préavis inférieur à 30 jours.
 - o Pour les règlements avec un délai d'exécution de l'ordre (préavis) égal ou supérieur à 30 jours : néant après cette date

Cas d'exonération :

Aucune commission de souscription ou de rachat ne peut être appliquée, dès lors qu'un même porteur réalise un rachat et une souscription pour le même montant ou le même nombre de parts sur la même valeur liquidative.

Frais de Fonctionnement et de Gestion :

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au FCP, à l'exception des frais de transactions et des frais de recherche au sens de l'article 314-21 du règlement général de l'AMF.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le FCP a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au FCP ;
- des commissions de mouvement facturées au FCP ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

	Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème
1	Frais de gestion financière	Actif Net	Part I : 2% TTC Part P : 2,8% TTC
2	Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Frais intégrés dans les frais de gestion financière
3	Frais indirects maximum	Actif net	Non significatif
4	Commissions de mouvement	Prélèvement à chaque transaction	Société de gestion : néant Forfait selon la place de transaction et l'instrument traité de 0 € TTC à 500 € TTC

LFPI FRONTIER AFRICA

5	Commission de surperformance (*)	Actif Net	20 % TTC de la surperformance excédant le MSCI Emerging Markets € Dividendes nets réinvestis
---	----------------------------------	-----------	--

(*) Description de la méthode de calcul des frais de gestion variables

Les frais de gestion variables correspondent à une commission de surperformance.

Période de référence :

La commission de surperformance se calcule sur une période de référence de 12 mois, du 1er janvier au dernier jour de bourse de décembre.

Base et assiette de calcul :

La commission de surperformance du Fonds est calculée selon la méthode indiquée, c'est-à-dire par référence à un fonds indicé réalisant une performance égale à celle de l'indicateur de référence MSCI Emerging Markets € Dividendes nets réinvestis, et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et de rachats que le Fonds réel.

La performance du Fonds/fonds indicé est déterminée par rapport à son actif comptable/actif indicé après prise en compte des frais de gestion fixes et avant prise en compte de la provision pour commission de surperformance (hors commission de performance figée liée aux rachats et définitivement acquise à la société de gestion).

Provision :

Dès lors que la performance du Fonds depuis le début de la période de référence est supérieure à celle du fonds indicé, une provision de 20% de cette surperformance est constituée à chaque calcul de la valeur liquidative.

Reprise de provision :

Dans le cas d'une sous-performance du Fonds par rapport au fonds indicé, toute provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provision (hors commission de performance figée liée aux rachats et définitivement acquise à la société de gestion). Les reprises sur provision sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures.

Cette commission variable ne sera définitivement perçue qu'en fin de période de référence seulement si, sur la période de référence, la performance du Fonds est positive et supérieure à celle du fonds indicé.

Prélèvement :

La commission de surperformance est prélevée annuellement au bénéfice de la société de gestion sur la dernière valeur liquidative de la période de référence, sous réserve, qu'à cette date, la période de référence soit au minimum égale à douze mois.

Les rachats nets (montant des rachats restant après déduction des souscriptions reçues) survenus en cours d'exercice donneront lieu à un versement anticipé pour leur quote-part de frais variables.

Ces frais seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Un descriptif de la méthode utilisée pour le calcul de la commission de surperformance est disponible auprès de la Société de Gestion.

Opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres :

Néant

Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires

Dans le cadre de ses activités de gestion collective et pour le compte de tiers, Amilton AM n'a pas un accès direct aux marchés et n'exécute pas elle-même les ordres résultant de ses décisions d'investissement ; la Société fait appel aux services d'intermédiaires.

Conformément à la réglementation, Amilton AM a l'obligation d'agir au mieux des intérêts de ses clients et des porteurs de parts lorsqu'elle transmet pour exécution des ordres auprès d'autres entités, résultant de ses décisions d'investissement.

Amilton AM s'assure, donc, de sélectionner, avec soin, ses intermédiaires, de vérifier qu'ils disposent de mécanismes d'exécution d'ordres visant à obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients et porteurs de parts et de les évaluer annuellement.

Les critères de sélection et d'évaluation des intermédiaires sont, notamment, les suivants :

- la qualité de l'exécution des ordres,
- la rapidité de l'exécution des ordres,
- la probabilité de l'exécution des ordres,
- la taille et la nature des ordres,

Le coût total de la transaction reste néanmoins le critère prépondérant.

La politique de meilleure sélection des intermédiaires d'Amilton AM est accessible sur le site Internet de la Société (www.amilton.com).

IV. INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Diffusion des informations concernant le FCP :

Le prospectus du FCP et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

AMILTON ASSET MANAGEMENT - 49, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris

www.amilton.com

Email : contact.am@amilton.fr

La valeur liquidative du Fonds est disponible sur le site internet de la société www.amilton.com et sur simple demande auprès de la société de gestion.

Information sur la politique de vote :

Le document « politique de vote » et le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés sont consultables sur le site internet www.amilton.com ou adressés à tout porteur qui en ferait la demande auprès de AMILTON ASSET MANAGEMENT 49, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

Critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) :

Les informations relatives à la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur le site Internet www.amilton.com, et figurent dans le rapport annuel. La sélection n'intègre pas de façon systématique et simultanée les critères liés à l'Environnement, au Social et à la qualité de la Gouvernance («critères ESG»).

V. REGLES D'INVESTISSEMENT

Le FCP respectera les ratios réglementaires édictés par la réglementation applicables aux OPCVM conformes investissant moins de 10% de leur actif en parts ou actions d'autres OPCVM ou fonds d'investissement.

Il appliquera notamment les dispositions en matière de division des risques prévues par la réglementation à laquelle il est préférable de se reporter pour plus d'informations.

Les règles de composition de l'actif prévu par le Code Monétaire et Financier et les règles de dispersion des risques applicables à ce FCP doivent être respectées à tout moment. Si un dépassement de ces limites intervient indépendamment de la société de gestion ou à la suite de l'exercice d'un droit de souscription, la société de gestion aura pour objectif prioritaire de régulariser cette situation dans les plus brefs délais, en tenant compte de l'intérêt des porteurs de parts du FCP.

VI. METHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

La méthode de calcul du risque global utilisée par la société de gestion est la méthode du calcul de l'engagement telle que définie par le Règlement Général de l'AMF.

VII. REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Principe

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions prévues par le règlement du comité de la réglementation comptable n°2003-02 du 2 octobre 2003 relatif au plan comptable des OPCVM.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

Règles d'évaluation des actifs

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

▪ **Valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger :**

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués :

- sur la base du cours de clôture des marchés (place principale par défaut, place de négociation par exception) ;
- sur la base du cours de clôture ou du cours de compensation du jour (source principale : Thomson Reuters) pour les instruments dérivés listés ;
- sur la base des cours médian de clôture des marchés (source Bloomberg BGN ou à défaut contributeur spécifique) pour les obligations et titres assimilés.

Les intérêts courus des obligations sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative (jour inclus) +3.

LFPI FRONTIER AFRICA

▪ Valeurs mobilières non négociées sur un marché réglementé français ou étranger :

Les valeurs mobilières non négociées sur un marché réglementé sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la Société de gestion.

▪ Titres de créances négociables et assimilés :

Les titres de créances négociables et assimilés sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor)
- TCN swapés : valorisés selon la courbe OIS (Overnight Indexed Swaps)
- les TCN d'une durée de vie supérieure à trois mois (OPCVM monétaires) : valorisés selon la courbe

OIS (Overnight Indexed Swaps) - TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les bons du Trésor sont valorisés au taux du marché, communiqué quotidiennement par les Spécialistes en Valeurs du Trésor.

▪ Taux de change

Le taux de change spot utilisé pour convertir en euros les actifs et engagements libellés dans une devise autre que l'euro est le cours Reuters WMR sur la base du fixing de 16H GMT

▪ Parts ou actions d'OPCVM :

Les parts ou actions d'OPCVM sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

▪ Acquisitions et cessions temporaires de titres :

- Prêt et emprunt de titres :
Les titres prêtés ou empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La rémunération due au titre du prêt ou de l'emprunt est évaluée linéairement aux conditions du contrat.
- Titres donnés et reçus en pensions :
Les titres reçus en pensions sont évalués à leur valeur fixée dans le contrat. Les titres donnés en pension sont évalués à la valeur de marché suivant la méthode en cours.

▪ Instruments financiers à terme ferme ou conditionnel :

- Instruments négociés sur un marché réglementé :

Les instruments financiers à terme ferme ou conditionnel négociés sur un marché réglementé sont évalués sur la base du cours de compensation du jour.

- Instruments non négociés sur un marché réglementé :

Les opérations à terme, fermes ou conditionnelles ou les opérations d'échange conclues sur les marchés de gré à gré, autorisés par la réglementation applicable aux OPCVM, sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la Société de gestion. Les contrats d'échanges de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché, en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie futurs (principal et intérêt), aux taux d'intérêt et/ou de devises de marché.

Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les CFD et Equity Swaps sont valorisés au cours de clôture des marchés de J du sous-jacent.

Méthode de comptabilisation des actifs

Les revenus sur obligations et Titres de Créances Négociables sont calculés selon la méthode des intérêts courus.

Les opérations sont comptabilisées au prix d'acquisition ou de cession frais exclus.

VIII. REMUNERATION

La politique de rémunération de la société de gestion a été conçue pour protéger les intérêts des clients et éviter les conflits d'intérêts.

Amilton Asset Management s'est dotée d'une politique de rémunération, applicable à l'ensemble des collaborateurs de la Société, définissant les conditions de détermination de la rémunération fixe et de la rémunération variable du personnel de la société de gestion. Cette dernière est soumise, annuellement, au Comité des Rémunérations, composé de trois administrateurs indépendants (non liés directement ou indirectement aux activités de la Société) qui l'approuve et s'assure de son respect. Pour plus d'informations, les principes fondamentaux de la politique de rémunération d'Amilton AM sont disponibles sur simple demande de l'investisseur.

Date de mise à jour : 01/01/2020

REGLEMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS

Article 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du FCP (ou le cas échéant, du compartiment). Chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du FCP proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du FCP est de 99 ans à compter de sa création sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories d'actions pourront :

- Bénéficiaire de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- Être assorties d'une couverture systématique de risque, partielle ou totale, définie dans le prospectus.

Cette couverture est assurée au moyen d'instruments financiers réduisant au minimum l'impact des opérations de couverture sur les autres catégories de parts de l'OPCVM ;

- Être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

Possibilité de regroupement ou de division des parts. Les parts pourront être fractionnées, sur décision de la société de gestion en dixièmes, centièmes, ou millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP (ou d'un compartiment) devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP (ou le cas échéant, d'un compartiment) est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué (sur le compartiment concerné, le cas échéant).

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus.

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus de l'OPCVM.

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui sont confiées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes. La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Article 9 - Modalités d'affectation du résultat et des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la répartition des résultats.

Pour chaque catégorie de parts le cas échéant, le FCP peut opter pour l'une des formules suivantes :

- la capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;
- la distribution pure : les sommes sont intégralement distribuées, aux arrondis près ; possibilité de distribuer des acomptes ;
- pour les FCP qui souhaitent conserver la liberté de capitaliser ou/et de distribuer. La société de gestion décide chaque année de l'affectation des résultats.

Le cas échéant, il peut être distribué des acomptes dans le respect de la réglementation applicable.

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu'elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment).

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds (ou le cas échéant, le compartiment) ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds (ou le cas échéant, du compartiment) en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 - Liquidation

En cas de dissolution, la société de gestion ou le liquidateur désigné, avec son accord, assume les fonctions de liquidateur ; à défaut, le liquidateur est désigné en justice à la demande de toute personne intéressée. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 - CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.